

## La séparation de l'Eglise et de l'Etat.

### N. Boukharine, E. Préobrajensky

#### (ABC. du communisme)

D'après le catéchisme chrétien, l'Église est une société de croyants liés par la même foi, par les mêmes rites, etc. Pour un communiste, l'Eglise est une société d'individus liés par les mêmes sources de profits obtenus aux frais des croyants, aux dépens de leur superstition, de leur ignorance ; elle est une association unie à d'autres associations d'exploiteurs, de capitalistes et de propriétaires fonciers, alliés à leur tour à l'Etat qu'ils aident à opprimer les travailleurs et dont ils reçoivent à leur tour aide et assistance. Les liens qui unissent l'Eglise et l'État remontent à des temps immémoriaux. C'est à l'époque de la féodalité que ces liens furent les plus étroits : cela devient clair si on se rappelle que l'Etat autocratique de la noblesse s'appuyait sur la grande propriété foncière et que l'Eglise elle-même était un grand propriétaire possédant des millions d'hectares de champs, de prairies et de forêts. Ces deux forces devaient inévitablement s'associer pour la lutte commune contre les nasses laborieuses et pour consolider ainsi leur domination sur elles. Dans la période de lutte entre la bourgeoisie citadine et la noblesse, la bourgeoisie s'attaqua furieusement à l'Eglise en tant que propriétaire des terres dont elle voulait s'emparer et en tant que possesseur et bénéficiaire des revenus gagnés par l'exploitation des travailleurs, revenus sur lesquels la bourgeoisie émettait à son tour des prétentions. Cette lutte fut très violente dans certains pays (France), elle le fut bien moins dans d'autres (Angleterre, Allemagne, Russie). Aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat (qui signifie la transmission à la bourgeoisie des sommes accordées par l'Etat à l'Eglise) fut-elle revendiquée déjà par la bourgeoisie libérale et démocratique. Néanmoins, cette séparation ne s'est accomplie à peu près nulle part parce que la lutte de plus en plus acharnée de la classe ouvrière contre le capitalisme et contre la bourgeoisie n'a pas permis à cette dernière de poursuivre sa lutte contre l'Eglise. Bien au contraire, la bourgeoisie a trouvé plus avantageux pour elle de se réconcilier avec l'Eglise, d'acheter ses prières pour lutter contre le socialisme, d'utiliser son influence sur les masses ignorantes afin d'y maintenir l'esprit d'obéissance, servile envers l'Etat exploiteur. (*« Il n'est pas de pouvoir qui ne vienne de Dieu. »*)

Le pouvoir prolétarien termina l'oeuvre commencée et abandonnée ensuite par la bourgeoisie. Un des premiers décrets du pouvoir soviétique, en Russie fut celui de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les terres qui appartenaient à l'Eglise furent données aux travailleurs et ses capitaux furent déclarés propriété du peuple ouvrier. On lui enleva tous les revenus que le tsarisme lui avait accordés et qu'elle continuait à percevoir sous le gouvernement « *socialiste* » de Kerensky. La religion fut déclarée affaire personnelle de tout citoyen. En même temps le pouvoir soviétique repoussa toute idée d'utiliser l'Église de n'importe quelle manière pour consolider la domination du prolétariat.

#### La séparation de l'école et de l'Eglise.

La fusion de la propagande religieuse avec l'enseignement scolaire est également un instrument puissant dans les mains du clergé pour consolider la domination de l'Eglise et son influence sur

les masses. La jeunesse, l'avenir de l'humanité, est livrée aux mains du clergé. En régime tsariste, le maintien du fanatisme religieux, de la stupidité et de l'ignorance était considéré comme une affaire capitale. La religion était l'enseignement scolaire le plus important. A l'école aussi, l'autocratie protégeait l'Eglise et cette dernière soutenait l'autocratie. En plus de l'enseignement obligatoire de la religion dans les écoles, en plus des prières obligatoires des élèves, l'Église commençait à s'emparer de toute l'instruction publique en couvrant toute la Russie d'un réseau d'écoles paroissiales.

A cause de cette union de l'école avec l'Eglise, la jeunesse à partir de l'âge le plus tendre, tombait sous le pouvoir des superstitions religieuses. Elle devenait absolument incapable de se faire une idée raisonnée du monde. Sur la même question (l'origine de la terre, par exemple), la religion et la science donnent des réponses différentes et le cerveau malléable de l'enfant devenait un terrain de lutte entre la science exacte et les mensonges épais de la superstition.

Dans quelques pays, la jeunesse est élevée par l'Eglise non seulement dans un esprit de dévouement au régime en vigueur, mais souvent, quand cela lui semble nécessaire, dans un esprit de dévouement au régime déjà disparu de l'autocratie, du clergé, de la noblesse; comme, en France par exemple. Une telle éducation apparaît comme contre-révolutionnaire, même du point de vue bourgeois.

Le libéralisme bourgeois mettait lui aussi à son programme la séparation de l'école et de l'Eglise. Il luttait pour le remplacement dans les écoles de l'enseignement de la religion par celui de la morale bourgeoise. Il exigeait lui aussi la suppression des écoles fondées par des sociétés religieuses et par des congrégations. Cette lutte non plus ne fut poursuivie nulle part jusqu'au bout. C'est ainsi qu'en France tous les ministères bourgeois, durant une vingtaine d'années, promirent solennellement de dissoudre toutes les congrégations, de confisquer leurs biens, de leur interdire l'enseignement scolaire, etc., mais ils n'en finissent pas moins par une réconciliation et des compromissions avec le clergé catholique. Un exemple saisissant d'un compromis de ce genre entre l'Etat et l'Eglise fut donné récemment par M. Clemenceau qui fut en son temps un adversaire acharné de l'Eglise et qui finit par adresser un appel à la conciliation, à l'oubli de l'ancienne inimitié, décora solennellement les représentants du clergé catholique pour leur patriotisme. L'Etat et l'Eglise ont déjà conclu une entente et s'entraident mutuellement dans la lutte étrangère pour l'exploitation d'autres pays (dans la guerre avec l'Allemagne) comme dans la lutte à l'intérieur contre la classe ouvrière.

Cette réconciliation de la bourgeoisie avec l'Eglise se manifeste non seulement par le fait que la bourgeoisie fait table rase de ses anciennes devises de combat contre la religion et qu'elle cesse de lutter contre elle. Il y a mieux. Elle devient elle-même toujours davantage « *une classe croyante* ». Les arrière-grands, pères des bourgeois contemporains de l'Europe étaient athées, libres penseurs, ennemis acharnés du clergé. Tout en restant athée, sans croire aux fictions religieuses et s'en moquant en cachette, la bourgeoisie contemporaine considère néanmoins comme nécessaire d'entretenir ces mensonges en guise de frein pour le peuple. Quant aux fils de bourgeois d'aujourd'hui, ils se soumettent eux-mêmes à l'emprise religieuse. Nous avons vu après notre révolution d'Octobre 1917 les bourgeois et les intellectuels libéraux remplir les églises et prier avec ferveur ce dont ils riaient dans les temps meilleurs. Tel est le sort de toutes les classes condamnées à disparaître : il ne leur reste qu'à chercher une consolation dans la religion.

Le même mouvement en faveur de la religion se manifeste également parmi la bourgeoisie de l'Europe occidentale à laquelle le pouvoir n'est pas encore enlevé. Mais si la bourgeoisie commence à croire en Dieu et en l'immortalité, c'est qu'elle sent, qu'ici-bas sa dernière heure a sonné.

La séparation de l'école et de l'Eglise a provoqué et provoque encore des protestations de la part des éléments les plus arriérés des ouvriers et des paysans. Bien des parents continuent à insister pour que « *l'enseignement de la religion* » soit admis comme facultatif dans les écoles pour ceux qui veulent le recevoir. Le Parti communiste lutte avec énergie contre ces tentatives de réaction. Admettre l'enseignement de la superstition religieuse dans les écoles, c'est favoriser officiellement la diffusion des préjugés religieux dans les masses. L'Eglise obtiendrait de la sorte un auditoire d'enfants rassemblés à l'école précisément dans un but tout à fait opposé à celui de l'école, ce serait laisser à la disposition de l'Eglise des locaux appartenant à l'Etat où elle pourrait propager le poison religieux parmi la jeunesse presque dans la même mesure qu'avant la séparation de l'école et de l'Eglise.

Il faut que le décret de séparation de l'école et de l'Eglise reste dans toute sa vigueur et l'Etat prolétarien ne doit faire aucune concession à l'esprit du Moyen Age. Ce qui a été fait dans ce domaine est encore insuffisant et les parents ignorants ont encore, la possibilité d'estropier la mentalité de leurs enfants par les fables religieuses. Le pouvoir soviétique tolère la liberté de conscience pour les adultes. Mais cette tolérance se transforme chez les parents en liberté d'empoisonner leurs enfants avec le même opium dont l'Eglise les a empoisonnés autrefois. Les parents imposent à leurs enfants leur propre stupidité et leur propre ignorance, ils leur enseignent toutes sortes d'inepties et rendent ainsi extrêmement difficile le travail de l'école du travail unique.

C'est un devoir important de l'Etat prolétarien que de soustraire les enfants à l'influence rétrograde de leurs parents. Le seul moyen radical, c'est l'éducation complète des enfants par la société. Mais il faut agir immédiatement et arriver rapidement non seulement à chasser la propagande religieuse de l'école, mais aussi à faire en sorte que l'école elle-même puisse passer à l'offensive contre la propagande religieuse dans la famille et qu'elle rende l'esprit de l'enfant insensible à toutes les fables religieuses auxquelles bien des grandes personnes croient encore et qu'elles présentent comme la vérité.

### **L'école, instrument d'instruction et d'éducation communistes.**

La bourgeoisie ne constituait qu'une minorité insignifiante de la population. Cela ne l'a pas empêchée, à côté des autres organes d'oppression de classe, de se servir de l'école pour l'éducation et le « *dressage* » de millions de travailleurs et d'imposer ainsi les points de vue et la morale de la minorité à l'énorme majorité de la population.

En Russie, la classe ouvrière, bien qu'en minorité, apparaît comme la directrice et l'organisatrice, politiquement parlant, de la lutte de tous les travailleurs. Il est naturel que, s'étant saisie de l'école, elle l'utilise d'abord pour élever les classes arriérées de la population à un degré supérieur de conscience communiste. La bourgeoisie utilisait l'école pour l'asservissement des travailleurs, le prolétariat l'utilisera pour sa libération. Grâce à son école, la bourgeoisie élevait

les enfants de prolétaires dans l'esprit bourgeois, notre but à nous est d'élever les enfants de la petite et de la grande bourgeoisie dans l'esprit prolétarien. L'école communiste se doit de réaliser dans le domaine de l'esprit et de la psychologie la même révolution, la même expropriation que le pouvoir soviétique a accomplie par la nationalisation des moyens de production dans le domaine économique. Il faut préparer les consciences humaines aux nouvelles relations sociales. Il est difficile de former la société communiste parmi les masses qui, dans bien des domaines de la vie idéologique, restent encore sur le terrain de la mentalité et des préjugés bourgeois. La nouvelle école a pour but d'adapter la mentalité générale aux nouvelles relations sociales et surtout d'élever une nouvelle génération qui se tiendra par toute sa psychologie sur le terrain de la nouvelle société communiste.

C'est à ces buts que doivent servir les réformes scolaires dont une partie est déjà appliquée, tandis que l'autre reste encore à accomplir.

### **L'éducation pré-scolaire.**

La société bourgeoise considère l'enfant comme la propriété de ses parents. Quand les parents disent « *mon fils* » ou « *ma fille* », ils ne donnent pas seulement à ce mot son sens familial, il signifie encore le droit pour les parents d'élever leurs enfants à leur guise. Au point de vue socialiste, ce droit n'est pas fondé. Aucun être ne s'appartient à lui-même. Il appartient à la société, au genre humain. Ce n'est que grâce, à l'existence de la société que chaque individu peut vivre et se développer. Donc l'enfant appartient non seulement à ses parents, mais aussi à la société grâce à laquelle il peut vivre. Et la société possède un droit primordial et fondamental à l'éducation des enfants. Aussi faut-il blâmer impitoyablement et écarter la prétention des parents de transmettre par l'éducation familiale leurs vues bornées dans l'esprit de leurs enfants. La société reste libre de confier l'éducation des enfants aux parents, mais plus vite elle pourra intervenir elle-même, moins il y aura de raison de laisser aux parents cette éducation, car les aptitudes à l'éducation des enfants sont plus rares que celles nécessaires pour les mettre au monde. Sur une centaine de mères, une ou deux seulement sont capables d'être des éducatrices. L'avenir est à l'éducation sociale. Ce système d'éducation permettra à la société capitaliste d'élever la génération future avec le plus grand succès et avec le minimum de temps et d'efforts.

L'éducation sociale n'est pas seulement nécessaire au point de vue pédagogique. Elle a également des avantages économiques considérables. Des centaines, des milliers, des millions de mères seront ainsi libérées pour la production et pour le développement de leur culture personnelle. Elles seront ainsi déchargées de l'abrutissant ménage domestique et de la quantité infinie d'occupations puériles qu'entraîne l'éducation familiale des enfants.

C'est pour ces raisons que le pouvoir soviétique entreprend de créer toute une série d'instructions destinées à améliorer continuellement l'éducation sociale, qui peu à peu se donnera en commun. Tels sont les jardins d'enfants où les ouvriers et les employés remettent à leurs heures de travail leurs enfants à la garde de spécialistes de l'éducation pré-scolaire ; les foyers (garderies), sortes de jardins d'enfants, mais conçus pour un plus long séjour ; les colonies d'enfants où vivent et sont élevés des enfants séparés pour longtemps ou pour toujours de leurs parents. Il faut y ajouter les crèches, c'est-à-dire les établissements où l'on élève les enfants

jusqu'à l'âge de quatre ans ou dans lesquels on les garde pendant que leurs parents sont au travail.

La tâche du Parti communiste est, d'une part, d'arriver par les moyens des organes soviétiques à développer plus rapidement encore la création d'institutions pré-scolaires et à améliorer leur fonctionnement, d'autre part de vaincre les préjugés petits-bourgeois sur les avantages et les nécessités de l'éducation familiale par une propagande redoublée et par les exemples des institutions d'éducation les mieux organisées du pouvoir soviétique. C'est souvent l'organisation médiocre des crèches, des foyers, des jardins, etc. qui fait hésiter les parents à confier leurs enfants à ces institutions.

Le Parti communiste et surtout ses sections féminines doivent inciter les parents à ne pas rendre impossible l'amélioration de l'éducation des enfants par leur refus de les confier aux établissements d'éducation sociale, mais tout au contraire de la faciliter en mettant leurs enfants dans ces établissements et en instituant un contrôle efficace par le moyens des conseils de parents.

### **L'école unique du travail.**

Les institutions pré-scolaires sont créées pour les enfants de moins de sept ans. Il faut que l'éducation et l'instruction soient réunies à l'école. L'instruction devra être obligatoire, ce qui est un progrès énorme sur l'époque du tsarisme ; elle doit être gratuite, ce qui est également un grand progrès sur les pays bourgeois les plus avancés où seul l'enseignement primaire est gratuit. L'enseignement doit naturellement être égal pour tous : ainsi seront abolis les privilèges de certains groupes de la population en fait d'éducation et d'enseignement. L'enseignement universel, égal pour tous et obligatoire, doit s'appliquer à toute la jeunesse entre huit et dix-sept ans.

L'école doit être unique. Cela signifie d'abord que la séparation des sexes doit être supprimée. Il faut écarter ensuite cette division des écoles en écoles supérieures, secondaires et primaires, dont les programmes ne sont point adaptés les uns aux autres. Il faut faire cesser également la distinction entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, la division en écoles accessibles à tous et en écoles réservées aux classes privilégiées. L'école unique doit constituer une échelle unique que tout élève de la République socialiste peut et doit gravir en commençant par l'échelon le plus bas : le jardin d'enfants, et en terminant par le plus haut : l'Université. L'enseignement général et la culture polytechnique seront obligatoires pour tous.

Il est évident que l'école unique est l'idéal de tout pédagogue averti ; elle est en même temps la seule école possible sous le régime socialiste, c'est-à-dire dans une société sans classes ou qui vise à le devenir. Seul le socialisme peut réaliser l'école unique, bien que certains pédagogues de la société bourgeoise en aient déjà exprimé le vœu.

L'école de la République socialiste doit être l'école du travail, c'est-à-dire que l'enseignement et l'éducation y sont liés au travail et s'appuient sur le travail. Cela est important pour plusieurs raisons. D'abord pour le succès de l'enseignement même. Ce n'est pas ce que lui enseignent le livre et les explications du professeur que l'enfant apprend le plus facilement, le plus sérieusement et avec le plus grand plaisir, mais ce qu'il acquiert par la pratique de son travail

manuel. On apprend le plus facilement les sciences naturelles en essayant de se servir de la nature environnante. Dans les écoles bourgeoises les plus modernes, on a déjà commencé à unir l'enseignement au travail, mais cette œuvre ne peut y être menée jusqu'au bout parce que le régime bourgeois élève sciemment des éléments parasites et sépare, par un précipice infranchissable, le travail manuel du travail intellectuel.

Le travail manuel est encore utile pour le développement purement physique de l'enfant et aussi le développement intégral de toutes ses aptitudes. Il est prouvé par l'expérience que le temps employé au travail manuel à l'école ne diminue pas, mais au contraire augmente le progrès intellectuel des enfants.

Enfin, l'école du travail est une réelle nécessité de la société communiste. Tout citoyen de cette société doit connaître, au moins élémentairement, toutes les professions. Cette société ne connaîtra ni corporations fermées, ni professions desséchées, ni groupements confinés dans leur seule spécialité. Même le savant le plus génial doit être en même temps un ouvrier manuel adroit. A l'élève quittant l'école communiste du travail, la société déclare : *« Tu n'es pas forcé d'être un savant, mais tu as le devoir d'être un producteur. »* En commençant par les jeux du jardin, l'enfant doit passer imperceptiblement au travail comme à la suite naturelle de ses jeux, de façon à s'habituer dès le début à ne pas considérer le travail comme une nécessité désagréable ou comme une punition, mais comme une manifestation naturelle et spontanée de ses aptitudes. Il faut que le travail devienne un besoin, comme le boire et le manger. Et il faut que l'école communiste propage et développe ce besoin.

Dans la société communiste aux progrès techniques extrêmement rapides, des déplacements fréquents des travailleurs auront certainement lieu, et en masses énormes, d'une industrie à l'autre.

Une simple découverte dans l'industrie du tissage peut exiger une diminution du nombre des ouvriers employés à cette industrie et une augmentation du nombre des travailleurs employés à la culture du coton. etc. Dans ce cas, une nouvelle répartition des ouvriers s'impose et elle n'est possible que si chaque ouvrier de la société communiste connaît non seulement un métier, mais plusieurs. Dans des circonstances analogues, la société bourgeoise se tirait d'affaire en utilisant l'armée industrielle de réserve, c'est-à-dire le cadre constant des sans-travail. La société communiste n'aura pas cette réserve de chômeurs. Le surplus des ouvriers de n'importe quelle branche d'industrie sera immédiatement versé dans les branches qui en manqueraient. Seule l'école unique du travail pourra former ces travailleurs capables d'accomplir les plus diverses fonctions dans la société.